



pornichet la baule

Port de Plaisance

ARRETE N° 210/P/URB-DGS/2005

Valant

**REGLEMENT DE POLICE
DU PORT DE PLAISANCE
DE PORNICHE – LA BAULE**



PORNICHE

REÇU A LA SOUS-PRÉFECTURE
DE SAINT-NAZAIRE

LE
AFFICHÉ EN MAIRIE, LE
CERTIFIÉ EXACT.
LE MAIRE

Pour le Maire,
L'adjoint délégué



Yves THONERÉ

Ville de Pornichet

Hôtel de Ville
120, av. du Général de Gaulle
44380 PORNICHE

Tél. 02 40 11 55 55
Fax 02 40 11 55 20

mairie@mairie-pornichet.fr

Société anonyme au capital de 180 286,21 € - RCS SAINT-NAZAIRE B 304 748 411 - INSEE 00028
Siège social et services administratifs : Bureau du Port - Cidex 02 - 44380 PORNICHE
Tél. 02 40 61 03 20 - Fax 02 40 61 87 18 - e.mail : PORTDEPORNICHE@wanadoo.fr

Monsieur le Maire de Pornichet
Vu le code des ports maritimes,
Vu le décret n°70-1113, du 3 décembre 1970, portant déconcentration en matière de police des ports maritimes
Vu la circulaire ministérielle du 30 mars 1972, relative à l'établissement d'un règlement de police pour les ports de plaisance maritimes, Vu la loi n°83-663, du 22 Juillet 1983, complétant la loi N°83-2, du 7 Janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
Vu le décret n°83-1068, du 8 Décembre 1983, fixant au 1^{er} Janvier 1984 l'entrée en vigueur du transfert de compétence aux collectivités locales en matière de ports et voies d'eau,
Vu l'arrêté du 29 Décembre 1983 modifié par l'arrêté du 7 Juin 1984, de M. le Commissaire de la République du département de Loire-Atlantique, constatant pour chaque port maritime le transfert de compétences,
Vu le décret n°83-1104, du 20 Décembre 1983, modifiant la répartition des compétences en matière de police des ports maritimes,
Vu l'arrêté ministériel du 27 Juin 1951, approuvant le règlement pour le transport et la manutention des matières dangereuses dans les ports maritimes et notamment le chapitre V,
Vu le décret n°85-632, du 21 Juin 1985, modifiant le décret n°61-1547, du 26 décembre 1961, fixant le régime des épaves maritimes,
Vu l'arrêté préfectoral du 20 Septembre 1976, attribuant la concession du port de plaisance de la Pointe du Bec, situé sur le territoire de la commune de Pornichet (Loire-Atlantique), à la Société Anonyme du port de plaisance de Pornichet -La Baule,
Vu le cahier des charges réglementant la dite concession et le plan annexé à l'arrêté préfectoral précité,
Vu le sous-traité d'exploitation des installations de carénage en date du 16 Juin 1981,
Vu l'avis émis par la Commission Nautique Locale qui s'est réunie le 27 Août 1987,
Vu l'avis émis par le Conseil Portuaire qui s'est réuni le 26 Novembre 2004.
Vu la convention d'amodiation.
Etant rappelé que les dispositions ci-dessous, annulent et remplacent, en se substituant, celles du règlement de police en date du 29 juin 1978.
ARRETE :

CHAPITRE I

ARTICLE PREMIER

1.1 L'usage du port est réservé aux navires de plaisance.

1.2 L'accès du port n'est autorisé qu'aux :

- navires de plaisance en état de naviguer, ainsi qu'à ceux courant un danger, ou en état d'avarie.
- navires de passagers en passage ou en escale, sous réserve de l'accord de la capitainerie du port.

1.3. Le plan d'eau du port, d'une surface de 11,72 ha environ, comprend :

a) 945 mouillages, environ, de navires de diverses catégories amodiés aux membres de la société anonyme du port de plaisance de Pornichet-La Baule

b) 150 mouillages, environ, de navires affectés à l'usage public, dont l'exploitation est confiée à la Société Anonyme du port de plaisance de Pornichet-La Baule;

c) 1 mouillage de navire affecté à la vedette de sauvetage.

Par ailleurs, des postes, au nombre de 44 environ, inclus à l'intérieur de la zone « A » devront être mis à la disposition des usagers de passage, lorsque tous les postes réservés à l'usage public (zone « B ») seront occupés par des usagers de passage.

1.4. Définition des catégories de mouillages

Les mouillages privés sont divisés en sept catégories, suivant les types de navires qui sont susceptibles d'y être admis à savoir :

Catégories	Longueur	Largeur
1	6 m	2.40 m
2	6- 8 m	3.00 m
3	8- 10 m	3.60 m
4	10- 12 m	4.10 m
5	12- 15 m	4.75 m
6	15- 20 m	5.75 m
7	20- 25 m	6.50 m

Catégories du secteur public

Catégories	Longueur	Largeur
1	Jusqu'à 5.99 m	2.30
2	6.00 – 6.99 m	2.60
3	7.00 – 7.99 m	2.80
4	8.00 – 8.99 m	3.10
5	9.00 – 9.99 m	3.40
6	10.00 – 10.99 m	3.70
7	11.00 – 11.99 m	4.00
8	12.00 – 13.99 m	4.60
9	14.00 – 15.99 m	4.90
10	16.00 – 17.99 m	5.20
11	+ de 18.00	-

a) Le navire doit dès son arrivée se faire connaître aux agents chargés de la police du Port;

b) L'accès du Port aux navires de pêche de faible tonnage n'est admis que pour un séjour limité, justifié par les circonstances;

c) La mise à l'eau et le tirage à terre des navires de plaisance dans les limites du port ne sont autorisés qu'au droit de la cale de carénage et de l'élévateur.

L'utilisation de tout autre mode de mise à l'eau ou de tirage à terre est soumis à l'autorisation préalable de la direction du Port.

ARTICLE 2

2.1. Le Personnel chargé de la Police du Port règle l'ordre d'entrée et de sortie des navires dans le Port.

2.2. Les équipages des navires doivent se conformer à leurs ordres et prendre, d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents ou avaries.

ARTICLE 3

3.1. La vitesse maximale des navires est fixée à TROIS NŒUDS, soit 5.4 km/heure.

3.2. Les navires à voile devront obligatoirement amener leurs voiles et naviguer au moteur ou à l'aviron à l'intérieur du Port, ou se faire assister par un navire à moteur (annexe...) pouvant les aider à manœuvrer, et ce sous leur entière responsabilité.

3.3. Les navires à moteur ne pourront naviguer à l'intérieur du Port que pour entrer, sortir, changer de mouillage ou pour se rendre au poste de réparation ou d'avitaillement en carburant. Sauf cas particuliers qui devront être signalés au bureau du port.

ARTICLE 4

4.1. Sauf cas de nécessité absolue découlant d'un danger immédiat, il est interdit de mouiller dans le chenal d'entrée et, d'une manière générale, dans l'ensemble du plan d'eau portuaire.

ARTICLE 5

5.1. Les navires ne peuvent être amarrés qu'aux pontets, bollards, anneaux ou autres ouvrages d'amarrage disposés à cet effet dans le Port, au moyen d'amarrages n'endommageant pas les ouvrages du port (manille, chaîne, câble ...sont interdits)

5.2. Les étraves, bouts dehors, bossoirs, moteurs hors-bord ou autres parties débordantes ne doivent pas être une gêne pour les usagers des pontons. L'amarrage sera repris en conséquence par les services du Port.

5.3. L'amarrage à couple est toléré, sauf opposition du propriétaire d'un poste privé. Cependant, en cas de nécessité motivée par des raisons de sécurité, les autorités portuaires peuvent passer outre à cette opposition.

L'amarrage doit s'effectuer étrave au ponton ; l'amarrage cul au ponton pourra être toléré dès lors qu'elle ne disconvient pas aux dispositions réglementaires et n'entraîne pas de gêne pour les voisins.

ARTICLE 6

6.1. Les agents chargés de la police du Port doivent pouvoir, à tout moment, requérir le propriétaire du navire, l'équipage ou, le cas échéant, la personne chargée du gardiennage du navire.

6.2. D'une manière générale, le propriétaire doit veiller à ce que son navire, à toute époque, et en toute circonstance, ne cause ni dommage aux ouvrages du Port ou autres navires, ni gêne dans l'exploitation du Port.

6.3. Les Agents chargés de la Police sont qualifiés pour faire exécuter, au besoin, les manœuvres jugées nécessaires, aux frais exclusifs du propriétaire et sans que la responsabilité de ce dernier ne soit en rien dégagée.

6.4 Tous déplacements ou manœuvres jugés nécessaires par les autorités portuaires, feront l'objet d'un avis notifié à l'adresse du propriétaire et apposé en même temps sur le navire. Le délai de préavis dans ce cas est fixé, sauf cas d'urgence, à 48 heures

ARTICLE 7

7.1. Le propriétaire ou l'équipage du navire ne peut refuser de prendre ou de larguer une aussière ou une amarre quelconque pour faciliter les mouvements des autres navires.

ARTICLE 8

8.1. En cas de nécessité, toutes les précautions doivent être prises par le propriétaire du navire, notamment au regard de son amarrage.

ARTICLE 9

9.1. Sauf autorisation expresse de la direction du port, il est défendu d'allumer du feu sur les quais, pontons, terre-pleins et ouvrages portuaires et d'y avoir de la lumière à feu nu.

9.2. Il est interdit d'utiliser des barbecues (ou tout appareil à flamme nue) sur les navires, dans l'enceinte du port

9.3. Pour éviter tout danger d'explosion, il est **INTERDIT** d'avoir une flamme nue à proximité de produits inflammables dans un local insuffisamment ventilé.

ARTICLE 10

Seul le raccordement aux prises de courant peut être utilisé. Il est formellement interdit à toute personne, autre que le personnel d'entretien, d'accéder directement ou par l'intermédiaire d'un matériel aux installations électriques. Tout prolongateur doit être d'un seul tenant et muni d'une fiche de terre. Les connecteurs des rallonges doivent être étanches et maintenus en bon état. La mise sous tension des navires inoccupés est interdite. L'utilisation des appareils et installations qui s'avèreraient à l'usage défectueux, pourra être interdite par les services du port et tout branchement sur ponton présentant quelque anomalie sera retiré.

ARTICLE 11

11.1 Les navires amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive autres que les artifices ou engins réglementaires, les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage.

11.2. Les installations et appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie.

11.3. L'avitaillement en hydrocarbure se fera exclusivement aux postes réservés à cet effet pour les produits K2 et K3. Toutefois, des tolérances sont admises pour les jerricans d'un volume inférieur ou égal à 20 litres. Les navires de passagers sont autorisés à accomplir des opérations d'avitaillement en carburant, après autorisation de la direction du port.

Toutefois, il est expressément stipulé :

- a) Toutes mesures de sécurité propres aux livraisons de carburant par camion citerne devront être respectées.
- b) Toutes dispositions évitant tout risque de pollution devront être prises.
- c) Les opérations d'avitaillement en carburant des navires à passagers ne sont autorisées qu'avant l'embarquement des passagers, et en l'absence de passagers à bord d'un autre navire sur l'appontement.

11.4. Le compartiment des moteurs doit être suffisamment aéré au moment de la mise en marche. L'appareillage électrique de chaque navire doit être en parfait état de marche et d'entretien. Les compartiments contenant des bouteilles de gaz butane ou tout autre gaz enfermé, doivent être convenablement aérés. Les extincteurs montés sur les navires, en conformité avec la législation en vigueur, doivent être en nombre suffisant, et parfait état de marche.

11.5. En cas d'écoulement accidentel d'hydrocarbure dans le port, et en particulier sur les quais, pontons et dans le plan d'eau, l'usager devra immédiatement faire assurer à ses frais, le nettoyage des parties souillées et en avertir le Commandant du Port.

11.6. Le stationnement des navires à la plate-forme de distribution de carburant est interdit au-delà de la durée de l'avitaillement.

11.7. Il est interdit de fumer sur le ponton carburant, et d'une manière générale, lors de toute opération d'avitaillement en carburant d'un navire.

ARTICLE 12

12.1. En cas d'incendie sur les quais du port ou dans les zones urbaines qui en sont voisines, tous les navires doivent prendre les mesures de précautions qui leur sont prescrites par les agents chargés de la police du port.

12.2. En cas d'incendie à bord d'un navire, les propriétaires, l'équipage ou le gardien doivent immédiatement avertir les agents chargés de la police du port ainsi que les pompiers.

12.3. Ces agents peuvent requérir l'aide de l'équipage des autres navires.

12.4. La lutte contre l'incendie est assurée par le corps des sapeurs-pompiers, et suivant les instructions données par leur commandant. En attendant l'intervention du corps des sapeurs-pompiers, le commandant du port ou son représentant a tout pouvoir pour diriger les opérations et peut requérir l'aide de tous les équipages et personnes chargées du gardiennage de tous les navires. Le navire à bord duquel l'incendie s'est déclaré doit être immédiatement isolé et éloigné.

ARTICLE 13

13.1. Dans l'enceinte du port et de ses dépendances, les navires ne peuvent être carénés ou démolis que sur les parties de terre-plein ou de la cale affectées à cette activité.

13.2. Les agents chargés de la police du port prescrivent les précautions à prendre dans l'exécution de ces travaux. Ils peuvent être amenés, si nécessaire, à limiter les horaires journaliers et les jours pendant lesquels cette activité sera autorisée. L'utilisation de la cale est limitée à 3 jours au maximum, et subordonnée au paiement des taxes.

ARTICLE 14

14.1. Il est interdit d'effectuer sur les navires, aux postes d'accostage, des travaux susceptibles de provoquer des nuisances dans le voisinage.

14.2. Les usagers devront constamment respecter les règles de bonne tenue et éviter tous bruits pouvant apporter des troubles de jouissance.

14.3. Tous travaux bruyants, en particulier les essais de moteurs, sont interdits avant 9 h du matin et après 20 h.

14.4. Les essais de vitesse sont proscrits dans le port.

14.5. Les parties de gréement susceptibles de créer du bruit sous l'action du vent ou du mouvement du navire doivent être saisies. Le gréement pourra être saisi par des agents du port et aux frais du propriétaire.

ARTICLE 15

Tout navire séjournant dans le port doit être maintenu en bon état d'entretien, de flottabilité et de sécurité. Si les agents chargés de la police du port constatent qu'un navire est à l'état d'abandon ou dans un état tel qu'il risque de couler ou de causer des dommages aux navires ou ouvrages environnants, ils mettent en demeure le propriétaire et simultanément, en cas d'urgence, la personne chargée du gardiennage, de procéder à la remise en état ou à la mise à sec du navire. Si le nécessaire n'a pas été fait dans le délai imparti, il est procédé à la mise à sec du navire, aux frais et risques du propriétaire, sans préjudice de la contravention de grande voirie qui est dressée contre lui.

ARTICLE 16

Lorsqu'un navire a coulé dans le port, le propriétaire est tenu de le faire enlever ou découper après avoir obtenu l'accord du représentant des autorités maritimes compétentes, qui fixera les délais impartis pour le commencement et l'achèvement des travaux.

ARTICLE 17

Il est défendu :

- de jeter des terres, des décombres, des ordures, des liquides insalubres ou des matières quelconques sur les ouvrages et dans les eaux du port.
- d'y faire aucun dépôt, même provisoire.

Les ordures ménagères doivent être déposées dans les conteneurs prévus, à cet effet, sur les terre-pleins du port. Les huiles de vidange seront déversées dans des cuves réservées à cet effet.

Les eaux usées provenant des installations sanitaires des navires ne pourront être rejetées dans le port.

ARTICLE 18

18.1. Il est interdit de faire circuler des véhicules automobiles sur toutes les parties du port autres que :

- a) Les voies et parcs de stationnement ;
- b) Les terre-pleins où cette circulation est expressément autorisée.

Le Société Anonyme du port de plaisance de Pornichet-La Baule réglemente le stationnement sur les parties des quais et terre-pleins réservées à cet effet.

- c) Les aires de stationnement des véhicules, prévues sur les digues sont réservées aux seuls actionnaires de la Société Anonyme du port munis d'un badge d'accès.
- d) Les autres véhicules n'auront accès qu'au parking situé sur les terre-pleins.
- e) Le stationnement des cars, camping-cars, caravanes, remorques de bateaux et véhicules commerciaux est interdit sur toute la concession.

18.2. Des dérogations aux règles fixées ci-dessus pourront être accordées par les agents chargés de la police du port pour le transport à bord des navires de certains matériels nécessaires pour leur entretien.

18.3. Les navires et leurs annexes ne doivent séjourner sur les ouvrages et terre-pleins du port que le temps nécessaire pour leur mise à l'eau ou leur tirage à terre, sauf sur l'aire de carénage où leur séjour est autorisé et réglementé.

18.4. Les marchandises de ravitaillement, les matériels d'armement et objets divers provenant des navires ou destinés à y être chargés ne peuvent demeurer sur les pontons d'amarrage et sur les terre-pleins, que le temps nécessaire pour leur manutention, sous peine d'enlèvement aux frais, risques et périls des contrevenants, à la diligence des agents de la police du port.

18.5. La circulation des piétons est autorisée sur les terre-pleins à leurs risques et périls et ne saurait engager la responsabilité du concessionnaire.

A l'intérieur du port, les chiens et tous autres animaux devront être tenus en laisse. Les propriétaires devront prendre toutes dispositions pour enlever les déjections de leur animal.

18.6. Compte tenu des dangers présentés par la disposition des lieux, l'accès sur les ouvrages de protection du port est strictement interdit.

ARTICLE 19

19.1. Les usagers du port ne peuvent en aucun cas modifier les ouvrages portuaires mis à leur disposition. Ils doivent en faire bon usage en évitant en particulier les consommations abusives d'eau et d'électricité.

19.2. Ils sont tenus de signaler sans délai aux agents chargés de la police du port toute dégradation qu'ils constatent aux ouvrages du port mis à leur disposition, qu'elle soit de leur fait ou non. Ils sont responsables des avaries qu'ils occasionnent à ces ouvrages.

19.3. Les dégradations sont réparées aux frais des personnes qui les ont occasionnées, sans préjudice des suites données à la contravention de grande voirie dressée à leur rencontre.

19.4. La responsabilité civile de la société anonyme du port de plaisance de Pornichet-La Baule et celle de tout usager du port sont engagées individuellement dans les formes et obligations générales du code civil.

19.5. Les usagers sont tenus de souscrire une police d'assurance couvrant au minimum les risques suivants :

- a) Dommages causés aux ouvrages du port;
- b) Renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port;
- c) Dommages causés aux tiers;
- d) Dommages causés à l'environnement.

19.6. A toute réquisition, les usagers devront justifier de leur règlement des polices d'assurances couvrant les risques ci-dessus définis par la production d'une attestation d'assurance.

19.7 A défaut de présenter une attestation de règlement des polices d'assurances ci-dessus prévues, obligation est faite aux usagers de souscrire la police qui leur sera présentée au bureau du port.

19.8. Il est ici précisé que, en aucun cas, la responsabilité civile de la société concessionnaire ne peut être engagée solidairement avec celle de ses actionnaires ou tous autres usagers du port.

19.9. Elle ne pourra non plus être recherchée pour les dommages des risques de mer; chaque usager aura la liberté de se couvrir contre ledit risque.

19.10. De plus, la société concessionnaire ne saurait voir sa responsabilité engagée pour les vols commis dans l'enceinte du port.

ARTICLE 20

Il est interdit :

20.1. De ramasser des moules ou autres coquillages sur les ouvrages du port ;

20.2. De pêcher dans le plan d'eau ou à partir des ouvrages du port.

ARTICLE 21

Il est interdit de pratiquer la natation et les sports nautiques dans les limites du port.

CHAPITRE II

Règles particulières aux navires en escale

ARTICLE 22

22.1. Tout navire entrant dans le port pour faire escale est tenu, dès son arrivée de faire au bureau du port, une déclaration d'entrée indiquant :

- a) **Le nom, les caractéristiques et, le cas échéant, le numéro d'immatriculation du navire**

- b) Le nom et l'adresse du propriétaire
- c) Le nom et l'adresse de la personne chargée du gardiennage en l'absence de l'équipage.
- d) La date prévue du départ du port

En cas de modification, de cette date une déclaration rectificative doit être faite sans délai au bureau du port.

Le navire doit faire, au même bureau du port, une déclaration de départ, lors de la sortie définitive du navire.

Les déclarations d'entrée et de départ sont enregistrées dans le système informatique du port.

ARTICLE 23

23.1. L'emplacement du poste que doit occuper le navire, pour la partie réservée aux **usagers de passage**, qu'elle que soit, la durée du séjour envisagée dans le port est fixé par les agents de la police du port.

23.2. L'affectation des postes est opérée dans la limite des postes disponibles

23.3. Le concessionnaire n'est pas tenu d'honorer une demande d'inscription dont l'utilisateur n'a pas fait l'usage dans les vingt-quatre heures suivant la déclaration et les arrhes éventuellement versées resteront acquises au concessionnaire.

ARTICLE 24

24.1. Le propriétaire ou l'équipage des navires faisant escale à une heure tardive doivent stationner sur les pontons d'accueil réservés à cet effet. A défaut, tout navire occupant un poste déjà attribué sera d'office déplacé au matin, aux frais et risque du propriétaire.

Dès l'ouverture du bureau, le propriétaire ou l'équipage doivent effectuer la déclaration d'entrée réglementaire.

ARTICLE 25

25.1. La durée du séjour des navires en escale est fixée par les Agents chargés de la police du Port en fonction des postes disponibles. Cette durée ne peut excéder 7 jours consécutifs pendant les mois de Juillet et Août. Le renouvellement ne peut se faire qu'après une période d'absence de 15 jours.

25.2. Les postes d'escale sont banalisés.

25.3. L'utilisateur de passage est tenu de changer de poste si, pour des raisons de police d'exploitation, ce déplacement lui est enjoint par les agents chargés de la police du port.

25.4. Il est tenu de quitter le port, lorsque la sécurité est assurée, à la première injonction des agents chargés de la police du port, si, faute de place disponible ces derniers ont mis à sa disposition un poste à quai déjà attribué mais temporairement disponible.

25.5. Les usagers du port public devront s'acquitter d'une taxe d'amarrage lors de la remise au bureau du port de la déclaration d'entrée.

25.6. Le reçu qui leur sera remis devra être présenté au gardien ayant constaté l'entrée du navire dans le port public.

25.7. Le règlement des frais de séjour pendant la durée de l'escale est calculé par fraction de 24 heures, toute journée commencée entraîne le paiement de la taxe d'amarrage (début de la journée à **midi**).

25.8. Le commandant du port peut, à titre de garantie, inviter le plaisancier à déposer dès son arrivée et contre reçu, l'acte de francisation, ou la carte de circulation, pour les navires étrangers, l'acte de nationalité ou le passeport. Ces documents sont restitués aux plaisanciers au moment de leur départ, sur justification du paiement des taxes.

CHAPITRE III

Règles particulières aux navires amarrés sur postes amodiés.

ARTICLE 26

26.1. Le droit d'utilisation d'un emplacement de poste amodié est personnel. Cet emplacement ne peut pas faire l'objet d'une location directe de la part de l'amodiataire.

26.2. Toute personne, qu'elle soit amodiataire ou non, utilisant un poste de mouillage sera tenue de se conformer au présent règlement.

26.3. Aucun navire ne pourra utiliser une place le long d'un appontement d'une catégorie inférieure à la catégorie à laquelle il appartient.

26.4. Aucun navire ne doit être utilisé comme habitation permanente, sans une autorisation expresse des agents de la police du port. De même, le navire ne saurait être utilisé comme résidence hôtelière, à titre gratuit ou onéreux.

ARTICLE 27

27.1. Dans le cas de vente ou de location d'un navire disposant d'un poste dans le port, le vendeur ou le loueur doit en faire la déclaration au bureau du concessionnaire dès la réalisation de la vente ou la location.

27.2. En cas de vente d'un navire, le poste d'amarrage concerné ne peut en aucun cas faire l'objet d'un transfert de droit de jouissance, de la part du titulaire, au profit du nouveau propriétaire, sans que les dispositions de la convention d'amodiation y affaissant ne soient respectées .

CHAPITRE IV

Règles particulières à l'utilisation des terre-pleins

ARTICLE 28

28.1. L'utilisation des terre-pleins est soumise, pour la réalisation des installations qui y seront autorisées, à la réglementation en vigueur, notamment pour ce qui concerne les constructions immobilières.

28.2. Indépendamment de l'obligation mentionnée à l'alinéa précédent, l'amodiataire est tenu de soumettre, avant tout commencement d'exécution, les places et dessins des ouvrages à l'agrément de l'autorité responsable du port, ainsi qu'à l'autorité concédante, en charge du contrôle de la concession.

28.3. Cette obligation est notamment valable pour les ouvrages de raccordement à l'égout.

28.4. A l'achèvement des travaux, les ouvrages installés sur les terre-pleins font obligatoirement l'objet d'un certificat de conformité délivré par l'autorité compétente et transmis à l'autorité concédante, aux fins d'obtenir l'autorisation de mettre en exploitation les installations en cause.

ARTICLE 29

29.1. Toute installation de machines-outils, de soudure, de stockage de gaz sous pression et de combustible, et d'une manière générale, toutes installations susceptibles de provoquer des accidents, des explosions ou des incendies fait l'objet obligatoirement d'un certificat de

conformité à la réglementation en vigueur qui sera remis à l'autorité concédante, en vue d'obtenir l'autorisation de mettre en exploitation l'installation en cause.

ARTICLE 30

30.1. Il est interdit d'installer des postes de distribution de carburants, autres que ceux autorisés par la concession, dans les limites du port, sans une autorisation écrite délivrée par l'autorité concédante, chargée du contrôle de la concession.

ARTICLE 31

31.1. L'occupation à titre privatif des terre-pleins du port non amodiés par voie de contrat est interdite sauf autorisation du personnel chargé de la police du port qui définit les conditions de cette occupation.

31.2. Les môles, terre-pleins, et appontements dont l'occupation et l'exploitation sont réservés à d'autres personnes physiques ou morales que les membres de la société anonyme du port de plaisance de Pornichet – La Baule sont frappés d'une servitude de passage en faveur de tous les usagers du port.

31.3. Cette servitude est réglementée par la société anonyme du port de plaisance de Pornichet-La Baule, société concessionnaire. Elle ne comporte en aucun cas un droit de stationnement de quelque nature qu'il soit sur les surfaces amodiées.

31.4. Cette servitude est également étendue au passage des canalisations d'eau, électricité, etc. de toute nature, ainsi qu'aux dispositifs de stockage des carburants et aux réseaux de distribution.

ARTICLE 32

32.1. Les voies de circulation comprises dans le périmètre de la concession doivent être laissées libres.

32.2. Elles ne peuvent, en aucun cas, être encombrées de dépôts de matériaux ou de matériels de quelque nature qu'ils soient.

CHAPITRE V

Dispositions générales

ARTICLE 33

33.1. Le directeur du port, assisté d'agents assermentés, veille au respect du présent règlement et à l'application du cahier des charges administratives.

33.2. Les usagers devront déférer aux injonctions de ce personnel.

33.3. Les contraventions au présent règlement et tous autres délits ou contraventions concernant la police des ports de plaisance et de leurs dépendances sont constatés par un procès verbal dressé par le surveillant du port, les commissaires de police et autres agents ayant qualité pour verbaliser.

ARTICLE 34

Chaque procès-verbal est transmis, suivant la nature du délit ou de la contravention constatée, au fonctionnaire chargé de poursuivre la répression de l'infraction.

ARTICLE 35

En cas d'infraction aux prescriptions du présent règlement, le surveillant de port dresse un procès-verbal et prend immédiatement toutes mesures nécessaires pour faire cesser

l'infraction. Il a pouvoir pour faire enlever d'office et mettre en fourrière, après mise en demeure, les navires en contravention, aux frais, risques et périls des propriétaires.

ARTICLE 36

L'arrêté préfectoral du 20 Janvier 1904 portant règlement général des ports maritimes de commerce de Loire-Atlantique n'est pas applicable au port de plaisance Pornichet-La Baule.

ARTICLE 37

Monsieur le Secrétaire Général de Loire-Atlantique, Monsieur le Sous-préfet de Saint-Nazaire, Monsieur l'Ingénieur du service maritime et de navigation à Nantes, Monsieur le Maire de Pornichet et Monsieur le Président de la société anonyme du port de plaisance de Pornichet-La Baule sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pornichet le - 6 MAI 2005
Le Maire

